

Arménie



«Les déclarations du président azerbaïdjanais sur l'octroi d'une autonomie au Haut Karabakh sont absurdes et ne peuvent pas être prises au sérieux,» a déclaré le porte-parole du Président de la RHK, **David Babayan**, commentant les propos du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev.

"C'est une déclaration provocatrice. L'autonomie signifie revenir au passé. Comment l'Artsakh peut refuser son indépendance et redevenir une colonie, un camp de concentration au sein de l'Azerbaïdjan ?

Cette déclaration signifie que l'Azerbaïdjan n'est pas prêt pour un règlement global. Bakou devrait d'abord penser à donner l'autonomie aux autres nations vivant sur son territoire, comme par exemple les Talysh ou les Lezguin. Il n'y a pas d'alternative à l'octroi d'auto-gouvernance à ces peuples, parce que si les pressions continuent, de nouveaux conflits pourraient émerger.

()... Dans le passé, il parlait systématiquement de la destruction du Karabakh, aujourd'hui il parle de sa volonté d'offrir une autonomie. Un jour, il comprendra que l'Artsakh peut être indépendant, et les autres nations autonomes.

()... Les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE se rendent toujours en Artsakh lors des visites régionales si les conditions météorologiques sont bonnes. Il y a des exceptions, comme lorsque leur visite vise à organiser des rencontres entre les présidents ou les ministres des Affaires étrangères de l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Ainsi, nous prévoyons que les coprésidents visiteront la République du Haut-Karabakh à la fin de la semaine et nous espérons que la météo ne va pas créer des difficultés», a conclu David Babayan.

(...)

"La déclaration du président Ilham Aliyev peut être jugée comme une autre tentative infructueuse de retourner la vérité et de fausser le processus de négociation", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères arménien **Tigrane Balayan**.



"Il est clairement inscrit dans les déclarations des dirigeants des pays coprésidents du Groupe de Minsk auxquelles se réfère Aliiev que le statut du Haut-Karabakh doit être déterminé par une expression juridiquement contraignante de la volonté du peuple du Haut-Karabakh.

Il serait mieux pour les dirigeants azerbaidjanais de cesser de se leurrer et de tromper leur propre public. Il y a une semaine le président de l'Azerbaïdjan a avoué publiquement la véritable essence des négociations, déclarant que Bakou a été exhorté de reconnaître l'indépendance du Haut-Karabakh," a souligné le porte-parole.

(...)



«La Turquie n'a pas sa place et doit être tenue à l'écart du processus de négociation du Haut-Karabakh. Le seul impact positif qu'Ankara pourrait avoir sur le règlement du conflit serait d'ouvrir la frontière avec l'Arménie et de cesser d'encourager les mesures provocatrices et destructrices de l'Azerbaïdjan», a déclaré le vice-ministre

des Affaires étrangères arménien **Chavarche Kotcharian**, commentant les remarques du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov que *«la Turquie pourrait jouer un rôle positif dans le règlement du conflit du Karabakh.»*

"La déclaration sur le règlement du conflit, adoptée par les présidents des pays membres de l'OTSC à Erevan le 14 Octobre, exprime leur soutien aux accords conclus à Vienne et à Saint-Pétersbourg visant à la prévention de l'escalade de la situation dans la zone de conflit, la stabilisation de la situation et la création de conditions pour l'avancement du processus de paix. Le règlement exclusivement pacifique doit être fondé sur les trois principes bien connus du droit international - non recours à la force ou à la menace de la force, intégrité territoriale des Etats et droits égaux et autodétermination des peuples.

La position de la Fédération de Russie sur le règlement du conflit est exprimée par la déclaration mentionnée ci-dessus, et non par la distorsion des propos de Sergei Lavrov par le ministère des Affaires étrangères de la Turquie, tels que

présentés dans les médias azerbaïdjanais. Une qualification, qui était auparavant attribuée à la partie azerbaïdjanaise pour sa représentation erronée du processus de négociation du Haut-Karabakh", a souligné le vice-ministre.

(...)



Le 20 Octobre, le ministre des Affaires étrangères **Edouard Nalbandian** a reçu le Représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie, **Herbert Salber**.

Les interlocuteurs ont abordé les accords conclus aux Sommets de Vienne et de Saint-Pétersbourg portant sur le conflit du Haut-Karabakh.

Le ministre a souligné que la mise en œuvre sans équivoque de ces accords est impérative pour l'avancement du processus de paix. Malheureusement, l'Azerbaïdjan la refuse obstinément.

Le Représentant spécial a réaffirmé le soutien de l'UE à la mise en œuvre de ces accords et plus généralement aux efforts visant à assurer l'avancement des processus de règlement sous les auspices de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE.

(...)



Herbert Salber s'est également entretenu avec le ministre de la Défense **Viguen Sarkissian**.

La situation à la ligne de contact a été présentée avec la liste des violations du cessez-le-feu par la partie adverse, ainsi que les derniers développements dans le processus de règlement du conflit du Karabakh.

Les participants ont réaffirmé l'absence d'alternative à un règlement pacifique, la nécessité de la mise en œuvre des mesures de renforcement de la confiance et ont souligné l'importance du soutien de la communauté internationale aux coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE.

Les interlocuteurs ont échangé leurs vues sur un certain nombre de questions régionales et internationales, ainsi que sur les perspectives de la coopération UE-Arménie.